

INFORMATION CONCERNANT LE TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Contrats Fournisseurs et Clients avec newsletter

Au sens des art. 13 et 14 du Règlement UE 2016/679 ("GDPR" ou "Règlement"), et en général conformément au principe de transparence prévu par ce même Règlement, Ninz S.p.A. (la "Société") fournit les informations suivantes concernant le traitement des données personnelles.

1. Titulaire du traitement

Le titulaire du traitement (c'est-à-dire le sujet qui détermine les objectifs et les moyens du traitement des données personnelles) est NINZ S.p.A., dont le siège social se trouve à Ala (TN), corso Trento 2/A, Code d'Identification fiscale 01566290225, PEC (Poste électronique certifiée) amministrazione@cert.ninz.it, tél : +39.0464.678300, fax +39.0464.679025.

Le contact spécifique à la protection des données personnelles, y compris l'exercice des droits décrits au point 8 suivant, est l'adresse électronique : privacy@ninz.it. Veuillez adresser à cette adresse vos questions éventuelles. Il est annoncé que le Titulaire du traitement a désigné, conformément à l'art. 37 du Règlement la personne en charge de la protection des données (Data Protection Officer, sous l'abréviation "DPO"), qui peut être contacté par les canaux suivants ; adresse postale : Ninz S.p.A., Ala (TN), Corso Trento 2/A ; e-mail : privacy@ninz.it ; tél : +39.0464.678300.

2. Objectifs du traitement

Le traitement des données personnelles peut avoir les objectifs suivants :

- 1) stipulation des contrats et respect des obligations contractuelles (à la charge ou en faveur du Titulaire), et donc pour les buts étroitement liés à la gestion du rapport contractuel avec vous, y compris les formalités et les démarches administratives et comptables (par exemple : acquisition d'informations avant la conclusion d'un contrat ; exécution d'opérations sur la base des obligations dérivant du contrat stipulé ; pour des exigences d'exploitation ou de gestion ; pour des exigences de contrôle sur l'exécution de la prestation ; pour le contrôle de la régularité fiscale et des cotisations ; pour la gestion de contentieux – manquements contractuels ; mises en demeure ; transactions ; recouvrement de créances ; arbitrages ; contentieux judiciaires ; etc.–) (objectifs contractuels)
- 2) promotion et vente de produits et de services effectuées par newsletter ou par courriel (finalités de marketing) ;

3. Type des données traitées

Les catégories suivantes de données peuvent faire l'objet d'un traitement :

- nom de famille, prénom, date et lieu de naissance, domicile et/ou siège ;
- code d'identification fiscale et/ou numéro de TVA ;
- numéro de téléphone/adresse électronique/PEC ;

- (si cela est applicable pour les cas de responsabilité solidaire, etc.) les données relatives à l'acquittement des obligations liées aux rémunérations et aux prestations sociales.

4. Base juridique du traitement et caractère obligatoire de l'attribution

En ce qui concerne la l'objectif 1) du précédent point 2 :

Ne subsiste aucune obligation de fourniture des données pendant la phase pré-contractuelle, mais la non communication implique l'impossibilité de conclure le contrat ; une fois le contrat stipulé, la fourniture des données nécessaires plus avant, ou la mise à jour des données déjà fournies, est obligatoire pour tout ce qui concerne les obligations légales et contractuelles, aussi le refus éventuel de les fournir totalement ou partiellement peut aboutir à l'impossibilité pour la Société d'exécuter le contrat et pourrait donc impliquer pour vous le non-respect du contrat ou une violation de la loi.

La base juridique du traitement consiste dans le fait que le traitement est nécessaire pour l'exécution du contrat en cours avec Vous ou des mesures pré-contractuelles adoptées à votre demande ou pour le respect d'une obligation légale à laquelle est sujet le Titulaire du traitement.

En ce qui concerne la l'objectif 2) du précédent point 2 :

La communication est facultative et le traitement aura lieu uniquement avec votre autorisation en tant que sujet concerné, spécifiquement délivrée pour la finalité indiquée ; en cas de non communication des données, ou de non expression de l'autorisation correspondante, vous ne recevrez pas la newsletter et, de manière générale, vos données ne seront pas traitées pour cette finalité indiquée dans la présente information.

Dans tous les cas, nous rappelons que la réglementation (art. 130, alinéa 4 du D.Lgs. 193/2003, Code en matière de protection des données personnelles, et modifications ultérieures) permet la transmission, à travers les coordonnées de courriel que vous nous avez fournies, de communications inhérentes à la vente directe de produits ou de services analogues à ceux que nous vous avons déjà fournis, à condition naturellement que, informé de manière adéquate, vous ne refusiez pas cette utilisation, dès le début ou dans un deuxième temps à l'occasion d'une ultérieure communication.

5. Collecte, modalités de traitement et conservation

Les données sont collectées auprès de l'intéressé, c'est-à-dire que ce sont les données que vous nous fournirez, ainsi que les données de publics enregistrées (comme CCIAA) ou trouvées auprès des Organismes chargées des contrôles nécessaires concernant la régularité des cotisations, etc.

Le traitement sera effectué :

- à travers l'utilisation de systèmes manuels et automatisés ;
- par des sujets ou des catégories autorisées pour effectuer ces tâches ;

- en adoptant des mesures adéquates pour garantir la confidentialité des données et éviter que des tiers non autorisés puissent accéder à ces données.

En ce qui concerne la finalité 2 du point précédent (newsletter), le traitement sera aussi effectué au moyen de systèmes automatisés d'envoi de courrier électronique.

En ce qui concerne les finalités contractuelles (finalité 1 du précédent point 2), vos données seront conservées pendant toute la durée du rapport contractuel, et, après la cessation du rapport – dans la limite des données nécessaires à ce stade – pour l'extinction des obligations prises par contrat et pour la réalisation de toutes les exigences légales éventuelles et pour les exigences de protection contractuellement liées ou dérivant de celles-ci.

En ce qui concerne la finalité de marketing (finalité du précédent point 2), le traitement pourra durer jusqu'à la révocation de l'autorisation et, dans tous les cas, pas plus de deux ans à partir du moment où l'autorisation a été exprimée ou renouvelée et, si un rapport contractuel subsiste depuis la cessation du rapport contractuel légitimant la transmission de communications inhérentes à la vente directe de produits ou de services analogues à ceux que nous avons déjà fournis, jusqu'à deux ans après le dernier achat.

Il n'y a pas de processus décisionnels automatisés.

6. Communication des données

Outre les communications effectuées par obligation légale et contractuelle, toutes les données collectées et élaborées pourront être communiquées exclusivement pour les objectifs spécifiés plus haut, à :

- a) tous les sujets dont la faculté d'accès à ces données est reconnue par les mesures législatives ;
- b) salariés, collaborateurs, fournisseurs du Titulaire, dans le cadre des tâches respectives et/ou des obligations relatives à l'exécution du rapport contractuel avec vous ; parmi les sujets fournisseurs du Titulaire, nous indiquons à titre d'exemple les instituts bancaires et de crédit, les compagnies d'assurance, les consultants juridiques, les avocats, les consultants fiscaux et commerciaux, les sociétés de recouvrement de créances, les sociétés qui relèvent des risques financiers et qui effectuent des activités de prévention des fraudes, les sociétés chargées de la lecture des compteurs, les sociétés d'impression et mise sous pli des factures, les sociétés de livraison des factures, etc. ; si votre rapport contractuel n'implique pas de contacts avec nos clients ni avec des tiers, vos données personnelles – pour tout ce qui est nécessaire à la réalisation de votre prestation – pourront aussi être communiquées à ces sujets.
- c) si cela est prévu par la réglementation, aux autorités publiques (y compris l'administration financière), aux Organismes de prévoyance, etc. ;

7. Lieu de traitement des données

Le déroulement de l'activité a lieu sur le territoire de l'Union européenne, à l'exception de la gestion de l'envoi de la newsletter (si vous avez donné votre autorisation pour cette finalité), pour laquelle nous utilisons la société MailChimp, ce qui peut impliquer le transfert des données correspondantes vers les États Unis d'Amérique ; ce transfert est autorisé par des décisions spécifiques de l'Union européenne et du Garant pour la protection des données personnelles, notamment la décision

d'encadrement de la Commission UE 1250/2016 (connue comme Privacy Shield), aussi aucune autorisation supplémentaire n'est nécessaire, puisque la société évoquée plus haut garantit son adhésion au Privacy Shield.

Outre cette circonstance, il n'y a aucune intention de transférer les données hors du territoire de l'Union européenne ni à une Organisation internationale.

8. Droits de l'intéressé

Nous rappelons que le GDPR vous attribue l'exercice des droits suivants :

- a) accès aux données personnelles (vous aurez donc le droit d'obtenir gratuitement les informations concernant les données personnelles détenues par le Titulaire et leur traitement, ainsi qu'une copie sous un format accessible) ;
- b) rectification des données (nous nous occuperons, à votre demande, de corriger ou de compléter vos données – qui ne contiennent pas d'éléments d'évaluation – incorrectes ou imprécises, même si elles le sont car elles ne sont pas mises à jour) ;
- c) révocation de l'autorisation (si le traitement est effectué en vertu de l'autorisation que vous avez donnée, vous pourrez révoquer l'autorisation à tout moment, sans porter préjudice à la licéité du traitement effectué avant la révocation)
- d) élimination des données (droit à l'oubli) (par exemple, les données ne sont plus nécessaires par rapport aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées ; elles ont été traitées illicitement ; elles doivent être effacées pour répondre à une obligation légale ; vous avez révoqué et il ne subsiste aucun autre fondement juridique pour le traitement ; vous vous opposez au traitement) ;
- e) limitation du traitement (dans certains cas – contestation de l'exactitude des données, dans les délais nécessaires pour la vérification ; contestation de la licéité du traitement avec opposition à l'élimination ; besoin d'utilisation pour vos droits de défense, alors que les données ne sont plus utiles pour le traitement ; s'il y a une opposition au traitement, pendant que les contrôles nécessaires sont effectués – les données seront conservées dans des modalités permettant de les rétablir, mais le titulaire ne pourra pas les consulter pendant ce temps sauf dans le cadre de votre demande de limitation).
- f) opposition totale ou partielle au traitement pour des raisons légitimes (dans certaines circonstances, vous pourrez tout de même vous opposer au traitement de vos données, notamment si les données sont traitées dans des buts de marketing direct, vous avez le droit de vous opposer à tout moment au traitement, y compris au profilage, dans la mesure où celui-ci est lié au marketing direct. Si les données personnelles sont traitées dans des buts de recherche scientifique ou historique, ou pour des objectifs statistiques, pour des raisons liées à votre situation personnelle, vous avez le droit de vous opposer au traitement, sauf si le traitement est nécessaire pour l'exécution d'une tâche d'intérêt public).
- g) portabilité des données (si le traitement se base sur l'accord ou sur un contrat et qu'il est réalisé par des moyens automatisés, à votre demande, vous recevrez sous un format structuré, d'usage commun et lisible par un dispositif automatique, les données personnelles vous concernant et vous pourrez les transmettre à un autre Titulaire du traitement, sans que le Titulaire qui a fourni ces données puisse l'empêcher et, si cela est faisable du point de vue technique, vous pourrez obtenir que la transmission soit directement effectuée par ce dernier).
- h) proposition de réclamation à l'autorité de contrôle (Garant pour la protection des données personnelles – Garant Confidentialité).

Toutes les informations relatives à la protection des données personnelles, y compris la copie mise à jour de la présente note d'information, se trouvent sur la page www.ninz.it/fr/privacy.